

LE SOCIALISME

Le 24 décembre 2023

Pour réagir à cette causerie : jctardieu@outlook.fr

Bien que la France de Macron soit en guerre contre les peuples palestinien et yéménite, contre tous les peuples finalement, cela n'engage pas les travailleurs de ce pays qui ne sont en guerre contre personne hormis le capitalisme.

J'ai particulièrement à cœur de souhaiter malgré tout à tous les lecteurs de passer une bonne soirée en famille ou entre amis, je sais que tous auront une tendre pensée pour l'ensemble des Palestiniens victimes d'une injustice intolérable, pas en leur nom, pas en notre nom !

J'appelle les lecteurs à regarder et écouter attentivement cette vidéo.

Le Parti des travailleurs (ex-POID). La "gauche" et l'"extrême gauche" face à la question palestinienne - Vendredi Marxiste de la TCI

<https://www.youtube.com/watch?v=yJa1HbuKbos>

L'analyse et la position du PT me semblent correctes, je ne vais pas dire le contraire puisque j'ai produit les mêmes de mon côté, à savoir que l'autodétermination du peuple palestinien est inconcevable sans le démantèlement préalable d'Israël ou le retrait de la résolution 181 des Nations Unies consacrant la partition de la Palestine en 1947.

L'Etat juif doit céder la place à une République démocratique et laïque consacrant l'égalité de droit de tous les citoyens vivant sur le territoire de la Palestine quelle que soit leur origine ethnique, leur religion, leur philosophie, etc.

On peut rappeler que Marx et Lénine défendirent ce principe autrefois, les Palestiniens (ou n'importe quel peuple) ne pourront être libre et décider de leur sort, s'élever au rang de nation, que lorsqu'ils auront brisé le joug de l'occupation ou de la colonisation anglo-saxonne-sioniste qu'incarne Israël.

Pour autant cette démonstration présente une faiblesse dont pourraient profiter les partisans d'Israël pour contester la revendication des Palestiniens.

Je pense qu'il aurait été bon de rappeler que le droit à l'autodétermination des peuples ou la formation des peuples en nation souveraine et indépendante n'est pas le produit d'un processus quelconque, du hasard ou de je ne sais quelle volonté, cela s'inscrit dans le cadre d'un processus historique qui a débuté il y a des milliers d'années ou bien davantage, il intervient à un moment précis de ce processus, après que des peuples se furent sédentarisés et se constituèrent en classes sociales, ce qui signifiait que le mode de production et de répartition

des richesses avait déjà été privatisé, donc que la division du travail tendait à s'étendre à davantage de secteurs économiques, au point qu'il devenait impératif de légiférer ou de codifier l'ensemble de ces rapports sociaux en leur donner une expression politique de manière à ce que l'ensemble de la société soit organisée et évolue dans la même direction se fixe les mêmes objectifs collectifs pour assurer autant sa survie que son développement futur, ce qui allait favoriser le développement des forces productives, des sciences et des technologies.

Pour comprendre ce processus historique, saisir ses origines, son fonctionnement ou les conditions dans lesquelles il se déroule, ses objectifs, en admettant qu'ils soient déterminés, il nous faut partir des faits et de leur enchaînement chronologiquement, ensuite seulement on peut se livrer à une analyse dialectique, théorique, faisant ressortir la logique qui sous-tend l'ensemble de ce processus matérialiste, de manière à pouvoir agir dessus ou intervenir sur la durée ou le rythme de chacune de ses étapes ou cycles, plutôt qu'influencer son orientation, comme on a eu un peu trop tendance à le croire dans le passé.

Je veux dire par là, qu'il ne suffit pas d'être animé des meilleures intentions ou de disposer du meilleur programme ou parti du monde pour transformer la société, faut-il encore que les conditions objectives soient réunies. On a dit beaucoup de bêtises à ce sujet, parce qu'on était impatient ou aveuglé par nos généreuses intentions. Je crois aussi qu'on a eu tendance à opposer ou à confondre conditions objectives et conditions subjectives, à trop privilégier ou sous-estimer les unes ou les autres, parce qu'on a négligé la part croissante qu'occupaient les sciences et les technologies dans la société, qui contribuèrent à modifier sensiblement les rapports qui existaient entre ces conditions, tandis que la réaction sut les exploiter pour accroître le niveau de conditionnement et d'oppression qu'elle exerçait sur le peuple.

Nous avons été littéralement submergés par ce phénomène qui nous a totalement échappé. D'autant plus qu'il intervenait au moment même où l'URSS disparaissait, et où le socialisme semblait renvoyer aux calendes grecques. Ces deux facteurs combinés à une offensive générale sur tous les plans orchestrée par la réaction mondiale, allait conduire à la quasi dislocation et dégénérescence du mouvement ouvrier international déjà fragilisé ou très mal en point, favorisant l'éclosion d'une multitude d'associations et ONG, ainsi que les réseaux et médias dits sociaux destinés à le remplacer ou à l'achever.

Tous allaient tourner le dos à la fois au mouvement ouvrier ou à la lutte de classes et au processus historique dont elle était le produit, parce qu'il existait une complémentarité entre les deux. Sur le coup cela a pu sembler paradoxal ou contradictoire, mais cela ne l'était pas du tout, ce que peu d'entre nous ont compris. Leurs attaques contre le capitalisme étaient justifiées, non pas parce qu'ils se destinaient de l'abolir, bien au contraire, mais parce que c'était l'un des fondements du socialisme, ce qui explique leurs intentions de nous renvoyer au Moyen-Age dans bien des domaines ou pourquoi ils s'attaquent à tous les aspects de nos modes de vie, à notre histoire, à notre culture, à nos us et coutumes, à nos valeurs, à nos habitudes, à notre langue, à notre comportement en général, à tous nos acquis sociaux, à toutes nos libertés nous promettant une régression sociale généralisée sur commande du Forum économique mondial.

Il leur faut à tout prix procéder à la déconstruction, à la négation, à la disparition du processus historique, de sorte qu'on soit privé de tout point de repères, toute connaissance, tout enseignement de la lutte de classes, pour que les peuples ne puissent plus résister à leur guerre

politique, idéologique et psychologique, afin de sauver le capitalisme et nous imposer un modèle de société totalitaire. Voilà leur objectif, leur philosophie nihiliste consiste à nier l'existence de toute autre issue politique, privant ainsi tous les peuples de toute alternative au capitalisme pourrissant, le socialisme.

Je suggère au PT d'introduire cette dimension historique dans leur exposé destiné aux militants.

Les ravages de la cancel culture initiée depuis Davos.

D'obscur et misérables personnages élevés au rang de despotes osent juger des artistes, des scientifiques, des philosophes, des acteurs politiques ayant prononcé des paroles ou commis des actes à partir de principes qui n'existaient pas au moment des faits, ou lorsqu'ils sont encore vivants et vieux témoignent qu'ils appartenaient bien à une autre époque.

En se livrant à cet exercice infâme que font-ils, sinon recourir à un tour de passe-passe qui consiste à appliquer sous une forme déguisée une forme de droit rétroactif pour les juger et les condamner, les salir, ruiner leur réputation, ce qui relève d'un abus de pouvoir caractérisé digne de l'Inquisition ou des pires dictatures.

Ce sont les mêmes adultes qui jugent et condamnent le comportement d'enfants à partir de valeurs qu'ils n'ont pas eu le temps ou les moyens d'acquérir.

Ce sont les mêmes qui se permettent de juger barbares ou contraires à la morale les us et coutumes, les cultures de peuples qui n'ont pas atteint leur degré de développement économique.

Ce sont les mêmes qui osent juger l'alcoolique, le drogué, le délinquant, l'adolescent qui n'a pas envie d'aller à l'école sachant le destin peu enviable qui l'attend, le travailleur jeune ou moins jeune qui n'a pas envie de travailler pour un salaire de misère, l'immigré qui fuit le triste sort auquel il était promis, etc. tous victimes innocentes d'une injustice sociale intolérable, de conditions sociales qui leur ont été imposées par un régime basé sur l'exploitation et l'oppression, qui a ruiné leur existence faite d'innombrables souffrances ou qui leur a offert comme seule perspective l'esclavage à vie, régime immonde qu'ils soutiennent à bout de bras.

Si on suivait jusqu'au bout la logique de ces dangereux prédateurs et agents de la pire réaction, il faudrait brûler ou détruire au moins les trois quart des ouvrages littéraires, des tableaux, des sculptures que l'on trouve dans les bibliothèques ou qui ornent les musées et les places des grandes villes. Il faudrait bannir la quasi-totalité des penseurs et des scientifiques depuis au moins Héraclite. Il faudrait aussi interdire la diffusion de la quasi-totalité des films et documentaires tournés depuis les frères Lumière parce qu'ils faisaient la part belle au colonialisme, au sexisme ou au racisme, contribuaient à diffuser la propagande officielle réactionnaire et toutes sortes de clichés nuisibles à la société, ce qui était inévitable à ce stade.

On aura surtout compris, qu'il faudrait ne laisser aucune trace du passé, supprimer toutes les étapes et tous les repères qui ont jalonné la recherche scientifique ou qui traduisaient

l'évolution des connaissances jusqu'à nos jours, de sorte qu'on ne serait plus en mesure de reconstituer leur histoire, et par conséquent on ne saurait plus quoi en penser, ce qui permettrait à toute sorte de charlatans nommés "*experts*" de diffuser la propagande officielle en guise de science à des fins non avouables ou nuisible à l'ensemble de l'humanité.

Car leurs prétentions sont directement inspirées du Great Reset ou Grande réinitialisation du capitalisme devenue l'idéologie dominante, qui se donnait pour objectif de remodeler l'espèce humaine dans toutes ses manifestations, une opération de nature totalitaire initiée par le Forum économique mondial qui a déclaré la guerre à toutes les formes d'expression ou de représentation qu'avait pris le processus historique, qui au cours de son long développement avait permis aux hommes de s'élever au-dessus de leur condition animale, afin de se doter des conditions économiques et politique qui leur permettraient d'envisager sérieusement la conquête de leur émancipation, la liberté.

Voilà leur cible, leur véritable ennemi. Ces fanatiques œuvrent ainsi désespérément et hystériquement pour préserver le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme parvenue à son stade suprême ou pourrissant avec le capitalisme rendu au stade impérialiste ou colonial, ce qui les incite également à s'opposer farouchement à l'autodétermination du peuple palestinien ou au démantèlement de l'Etat colonial sioniste.

Tout se tient. Ils nous indiquent la voie à suivre pour conquérir notre liberté : Lutter pour l'abolition du capitalisme et ses institutions.

Voilà ce qui est à leur image.

États-Unis: la maison mère de Pornhub va payer 1,8 million de dollars pour échapper à des poursuites - RFI 23 décembre 2023

Pornhub, un des dix sites les plus utilisés dans le monde, qui héberge des vidéos à caractère érotique et pornographique, vient de passer un accord avec la justice américaine. La maison mère canadienne va payer 1,8 million de dollars pour dédommager des victimes et échapper aux poursuites pour trafic sexuel. RFI 23 décembre 2023

Et que le massacre continue !

Gaza : les Etats-Unis bloquent encore une résolution de cessez-le-feu au Conseil de sécurité - AFP/RT 22 déc. 2023

La résolution adoptée par 13 voix pour, aucune contre et deux abstentions (Etats-Unis et Russie) *«exige de toutes les parties qu'elles autorisent et facilitent l'acheminement immédiat, sûr et sans entrave d'une aide humanitaire à grande échelle»* à Gaza et demande de *«prendre de toute urgence»* des mesures à cet égard pour *«créer les conditions d'une cessation durable des hostilités»*.

Le texte exige également l'utilisation de *«l'ensemble des voies d'accès et de circulation disponibles dans toute la bande de Gaza»* pour l'acheminement de carburant, de nourriture et de matériel médical sur tout le territoire.

La référence à une *«cessation urgente et durable des hostilités»* présente dans le texte de dimanche a disparu, tout comme la demande moins directe de la version suivante d'une *«suspension urgente des hostilités»*.

Un amendement russe voulant revenir à cet appel à une «suspension urgente des hostilités» a été bloqué par les Etats-Unis, recueillant 10 voix en faveur et 4 abstentions. *«C'est un moment tragique pour le Conseil»*, a dénoncé l'ambassadeur russe Vassili Nebenzia, dénonçant le «chantage» américain

Aucune de ces initiatives ne défend le droit du peuple palestinien à l'autodétermination qui implique le démantèlement d'Israël.

La Confédération internationale des syndicats appelle à un cessez-le-feu rapide à Gaza et à la reconnaissance de l'État palestinien middleeastmonitor.com 22 décembre 2023

Les participants à la session du Conseil central de la Confédération syndicale internationale (CSI) ont appelé à un cessez-le-feu urgent et durable à Gaza, soulignant son importance cruciale pour la communauté mondiale.

Le conseil a également souligné l'importance d'adhérer au droit international dans les territoires palestiniens occupés.

Les participants à la session tenue en Belgique ont exhorté les Nations Unies à reconnaître l'État de Palestine comme membre à part entière de l'ONU et ont appelé l'Organisation internationale du travail (OIT) à accorder à la Palestine un statut égal en tant que membre à part entière jusqu'à ce que la reconnaissance officielle de l'ONU soit accordée.

De plus, ils ont insisté sur le retrait des forces d'occupation israéliennes de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, conformément à la résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations Unies, à l'article 2 de la Charte des Nations Unies et à la résolution 338 de 1973.

Dans leur quête d'une paix juste au Moyen-Orient, les participants ont soutenu la solution à deux États, plaidant pour que les Palestiniens établissent leur État indépendant avec Jérusalem-Est comme capitale. En outre, ils ont appelé au retrait de toutes les colonies israéliennes des territoires palestiniens occupés en 1967. middleeastmonitor.com 22 décembre 2023

Tribune : « Monsieur Macron, agissez maintenant pour un cessez-le-feu immédiat durable à Gaza. » - 19/12/2023

La coalition française inter-ONG mobilisée dans le cadre du conflit à Gaza a rédigé et co-signé une tribune appelant le Président français à agir pour un cessez-le-feu immédiat et durable.

La tribune est parue dans le journal français Libération le 18 décembre 2023, journée mondiale d'action appelant à un cessez-le-feu à Gaza et rassemblant 800 organisations à travers le monde.

<https://www.fidh.org/fr/regions/maghreb-moyen-orient/israel-palestine/tribune-monsieur-macron-agissez-maintenant-pour-un-cessez-le-feu>

“Monsieur le Président...”, le monde de la culture appelle à un cessez-le-feu immédiat à Gaza - 21 décembre 2023

Depuis les attaques du 7 octobre et les représailles d'Israël sur Gaza, le monde de la culture avait déjà appelé à manifester pour la paix le 19 novembre.

Tribune – Rebecca Zlotowski, Leïla Bekhti, Laetitia Casta, Édouard Louis, Éric Cantona, Cédric Klapisch... Dans une lettre à Emmanuel Macron, artistes et personnalités de la culture s'unissent pour exiger que tout soit mis en œuvre pour que cesse le massacre.

<https://www.telerama.fr/debats-reportages/monsieur-le-president-le-monde-de-la-culture-appelle-a-un-cessez-le-feu-immediat-a-gaza-7018583.php>

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Nouveau bilan des victimes dans la bande de Gaza : 20.057 martyrs et 53.320 blessés.
- Le Programme alimentaire mondial de l'ONU : Plus de 570 000 Gazaouis sont confrontés à une famine catastrophique.
- New York Times : « Israël » a utilisé plusieurs fois l'une de ses bombes les plus destructrices sur des zones en disant qu'elles sont sécurisées pour les civils.

Les colons israéliens vandalisent les fermes palestiniennes, les oliviers de Naplouse

Des dizaines de colons israéliens ont attaqué vendredi des fermes palestiniennes et des oliviers dans le village de Qusra, au sud de Naplouse, en Cisjordanie occupée, a rapporté l'agence de presse Wafa.

Le militant local Fuad Hassan a déclaré que les colons avaient labouré plus de 30 dounams (équivalents à 7,4 acres) dans la zone d'Al-Furn du village.

Les colons, protégés par les forces israéliennes, ont également arraché et saisi des dizaines d'oliviers, a-t-il ajouté. middleeastmonitor.com 22.12.2023

Les forces israéliennes détruisent le réseau d'eau du village palestinien à Bethléem

Les forces d'occupation israéliennes ont fermé et détruit le réseau d'eau dans le village palestinien d'Al-Minya, basé au sud-est de Bethléem, en Cisjordanie occupée.

Les destructions font partie des efforts de l'État d'apartheid pour contrôler toutes les sources d'eau dans les territoires palestiniens occupés.

Le chef du conseil de village d'Al-Minya, M. Kawazbeh, a déclaré que les forces d'occupation avaient placé des barrières pour sceller les trois entrées principales du village. À la suite de ce blocus, les forces israéliennes ont commencé à détruire l'infrastructure d'adduction d'eau desservant le village.

Selon le Wafa news agency, la fermeture des trois entrées impose un siège strict au village, empêchant les résidents d'entrer ou de repartir.

Il a ajouté que cet incident marquait le troisième ciblage et la destruction délibérés du réseau d'eau du village par les autorités d'occupation israéliennes depuis le 7 octobre. middleeastmonitor.com 22.12.2023

Massacrer sans témoin

Younis Tirawi, 22 décembre 2023. En Cisjordanie occupée comme à Gaza, exercer son métier de journaliste équivaut à une condamnation à mort ou à une séquestration dans les prisons de l'occupant sans inculpation ni procès. Ils sont 33 à être retenus en otage par Israël depuis le 10 octobre 2023. Nous ne les oublions pas.

<https://ismfrance.org/index.php/2023/12/22/massacrer-sans-temoin/>

- Un « *salon de L'alyah* » vient se tenir à Lyon, et 6 manifestants pacifiques ont été arrêtés et mis en garde à vue après avoir été agressés par les organisateurs de cette provocation. Le collectif 69 Palestine accuse.

A l'heure où se déroule sous les yeux du monde entier le génocide du peuple palestinien à Gaza et en Cisjordanie, quelle indécence de proposer de renforcer l'État génocidaire en venant émigrer en Israël. Un véritable affront fait aux organisations humanitaires et à l'O.N.U qui exigent la fin du massacre.

Face à cela des personnes de conscience ont tenu à se rassembler pacifiquement avec pancartes dénonçant les crimes israéliens. (voir Le Progrès de Lyon du 21 décembre 2023)

Selon les témoignages qui nous sont parvenus, le service de sécurité du « *salon de l'alyah* » a agressé les protestataires, et pourtant ce sont les 6 protestataires qui ont été mis en garde à vue par la police.

Nous exigeons la libération des 6 personnes et, s'il y en a, l'abandon des poursuites.
europalestine.com

Des juifs français appellent à un "cessez-le-feu à Gaza" devant le ministère des Affaires étrangères à Paris - aa.com.tr 22.12.2023

Des juifs français ont organisé une manifestation devant le ministère des affaires étrangères à Paris pour demander un cessez-le-feu à Gaza, où les attaques israéliennes se poursuivent.

Selon un message publié jeudi soir par la communauté juive anticoloniale Tsedek (Justice) sur le réseau social X, les communautés juives antiracistes ont manifesté devant le ministère des affaires étrangères.

Ils ont exigé un cessez-le-feu immédiat et durable à Gaza, où les attaques israéliennes se poursuivent.

Les manifestants portaient des banderoles sur lesquelles on pouvait lire "*Juifs contre l'apartheid et le colonialisme en Palestine*", "*Juifs contre le massacre à Gaza*", "*Juifs contre le fascisme en Israël et en France*" et "*Juifs contre la guerre*". aa.com.tr 22.12.2023

- Des milliers de personnes ont défilé jeudi vers le siège de l'AIPAC (équivalent du CRIF en France) à New York, dirigées par des travailleurs syndiqués, exigeant un cessez-le-feu à Gaza. europalestine.com

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

En famille sous le régime sioniste néonazi de Macron

France : la demande de levée de l'immunité parlementaire de Meyer Habib rejetée - AFP/RT 23 déc. 2023

Dans une réponse rendue publique samedi 23 décembre par des députés du mouvement de gauche radicale La France insoumise (LFI), la présidente de l'Assemblée nationale Yaël Braun-Pivet ont écrit que « *les propos tenus par un parlementaire dans l'hémicycle de l'Assemblée sont couverts, conformément à l'article 26 de la Constitution, par le principe d'irresponsabilité, lequel présente un caractère absolu et qu'aucune procédure ne permet de "lever" ».*

«Alors que la ministre (des Affaires étrangères française Catherine Colonna) était invitée à réagir à la mort d'un agent du Quai d'Orsay, à la suite des bombardements israéliens sur un bâtiment d'habitation abritant des civils, le député Meyer Habib a prononcé distinctement, et par deux fois, les mots : "Et ce n'est pas fini !"», des propos pouvant «s'apparenter à l'apologie de crimes de guerre», avaient estimé ces députés. AFP/RT 23 déc. 2023

Retrait !

Loi immigration : à Paris et Bordeaux, les manifestants demandent le retrait du texte - AFP/LePoint.fr 23 décembre 2023

Ce vendredi 22 décembre, une mobilisation réunissant environ un millier de personnes s'est tenue à Paris. Les manifestants haussaient le ton contre le ministre de l'Intérieur : « *Darmanin ne fera pas sa loi* », scandaient-ils, a constaté un journaliste de l'AFP.

À l'appel de collectifs de sans-papiers et de la Marche des Solidarités, la manifestation a relié la place de la République à la place du Châtelet au son des slogans : « *Au cas par cas, on n'en veut pas, régularisation de tous les sans-papiers* » ou « *Personne n'est illégal* ».

À Bordeaux, même ambiance. Plusieurs centaines de personnes ont défilé, sans incidents, dans le centre-ville vendredi soir pour protester contre la loi immigration, a constaté l'AFP. AFP/LePoint.fr 23 décembre 2023

Ce samedi, des manifestations en soutien au peuple palestinien sont organisées dans plusieurs villes françaises, dont Rennes et Strasbourg.

Mobilisation en soutien à Casino.

Ce vendredi, des débrayages ont eu lieu dans la plupart des treize entrepôts Easydis (groupe Casino) de l'Hexagone, des salariés s'inquiétant de la mise en vente de 313 supermarchés et hypermarchés du groupe stéphanois de distribution endetté. Samedi 23 décembre, la mobilisation devrait se poursuivre, notamment à Saint-Etienne, ville où se trouve le siège de l'entreprise, après un nouvel appel de l'intersyndical. La baisse d'activité du groupe, actuellement en négociations avec ses concurrents Intermarché et Auchan pour leur vendre la quasi-totalité de ses supers et hypermarchés, a conduit à la fermeture le mois dernier d'un petit entrepôt de Saint-Etienne, tandis que Cdiscount a renoncé en début d'année à occuper un site logistique de 62 000 mètres carrés à Sury-le-Comtal, dans la Loire. lepoint.fr 22/12/2023

Ubérisation européenne.

Union européenne: rejet d'une législation pour renforcer les droits des travailleurs des plateformes - RFI 23 décembre 2023

Il y a dix jours, le Parlement et les États-membres s'étaient mis d'accord pour renforcer les droits des travailleurs des plateformes numériques comme Uber ou Deliveroo. Mais plusieurs États-membres ont finalement refusé de donner leur aval à cette législation qui prévoyait notamment de requalifier comme salariés des travailleurs aujourd'hui considérés comme indépendants.

Finalement, il n'y aura même pas eu de vote vendredi lors du Comité des Représentants permanents (Coreper) qui réunit les ambassadeurs des 27 États membres. Il était en effet impossible de réunir une majorité qualifiée sur le texte, c'est-à-dire la validation de 55% des États membres représentant au moins 65% de la population de l'Union européenne. En effet, la France et une dizaine de pays ont fortement critiqué le texte, alors que l'Allemagne, elle, souhaitait de toute façon s'abstenir.

Ce blocage a eu lieu sur une directive qui devait installer une règle commune dans toute l'Union pour les chauffeurs et les livreurs des plateformes, en instaurant une présomption de salariat. Par exemple, si une plateforme impose un certain nombre de critères à ses travailleurs, comme un uniforme, des horaires ou encore interdit de travailler pour d'autres entreprises, alors les travailleurs indépendants auraient pu, s'ils le souhaitaient, obtenir un contrat de travail et une requalification en tant que travailleur salarié. 5,5 millions de personnes seraient concernées d'après la Commission Européenne. RFI 23 décembre 2023